



Lettre ouverte au Directeur Général
CAPL de liste d'aptitude de B en A du 17 octobre 2017 à la DNEF :
les organisations syndicales claquent la porte !

Monsieur le Directeur Général,

La journée d'action et de grève du 10 octobre appelée par l'ensemble des organisations syndicales a rencontré un vif succès dans l'ensemble de la Fonction publique. Dans toutes les administrations, dans les hôpitaux, dans les collectivités locales, c'est plusieurs centaines de milliers de fonctionnaires qui étaient en grève et dans les manifestations.

C'est particulièrement vrai à la DGFIP, où un tiers des collègues étaient en grève, un des taux les plus élevés de toute la fonction publique d'État et, en tout état de cause, le plus élevé à la DGFIP depuis de nombreuses années.

Les raisons de cette colère, nous les connaissons : diminution des moyens, conditions de travail dégradées, perte du sens des missions, attaques sur le statut, les rémunérations, auxquelles s'ajoutent le report des mesures PPCR et un mensonge destiné à opposer salariés du public et du privé : les fonctionnaires auraient été augmentés de 4%...

Le pouvoir d'achat déjà dégradé est menacé par de nouvelles mesures. Le gel du point d'indice sera de nouveau d'actualité pour l'année 2018, sans aucune garantie d'évolution future. Le jour de carence devrait être rétabli.

Depuis sa création, la DGFIP a payé un trop lourd tribut à la politique de réduction des effectifs : les suppressions d'emplois ont atteint 25 % des effectifs en 10 ans, alors que la fraude annuelle est estimée par la Commission européenne à environ 100 milliards d'euros. Les réorganisations, les restructurations successives sur une période aussi longue sont inédites ; elles impactent massivement la qualité des services publics et pèsent sur le quotidien des agents. Qui peut encore aujourd'hui l'accepter ? En 2018, la DGFIP subira la totalité des suppressions d'emplois de la Fonction Publique d'État, c'est-à-dire 1600 ! Dans ces conditions, peut-on croire encore à la pérennité de ses missions, garantes de justice fiscale. Le message de la DG diffusé sur Ulysse annonçant clairement de nouvelles suppressions d'emploi est particulièrement inquiétant comme si la fraude était éradiquée.

Ce ne sont pas les considérations budgétaires, mais les besoins sociétaux et les politiques publiques qui doivent fonder les moyens que l'État affecte aux services.

Vous communiquez via Ulysse sur la nécessaire modification des règles de mutation, les justifiant à deux reprises par la rotation excessive d'agents sur certains postes.

C'est confondre, en grande partie, cause et conséquence et ne pas rechercher les moyens de rendre plus attractifs certains départements.

Vous feignez d'améliorer la situation, alors qu'elle va être dégradée comme jamais !

Les nouvelles règles que l'administration veut imposer, dont certaines prendraient effet dès 2018, d'autres les années suivantes, sont toutes inacceptables et marquent une réelle régression.

Est-ce la seule réponse de notre administration dans un tel contexte, après le succès de la mobilisation du 10 octobre ?

Monsieur le Directeur Général, les agents ne sont pas des pions à la disposition d'un directeur local qui aura toute latitude dans leur affectation avec ces nouvelles règles de gestion.

En plus de tous ces motifs de ras le bol, en matière de liste d'aptitude, nous découvrons en séance de CAP locale A qu'il n'existe aucune potentialité pour notre direction cette année !

C'est inadmissible et c'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase.

Dans une période où la lutte contre la fraude fiscale est affichée comme une ambition forte du gouvernement, la DG envoie le signal très clair qu'elle ne compte nullement valoriser les agents chargés de lutter contre cette fraude.

Nous avons décidé en intersyndicale de refuser de siéger à une parodie de dialogue social. Nous avons expliqué au Président que nous refusons de faire de la figuration.

En effet, quelle que soit la qualité des dossiers présentés et de nos arguments pour faire valoir les mérites de nos collègues, aucun agent ne sera promu. De toute évidence, l'absence de reconnaissance des agents est la marque des pouvoirs publics actuels.

C'est d'autant plus déplorable après votre annonce où vous osez écrire que le dialogue social local sortira renforcé de vos mesures, juste après avoir attaqué les droits syndicaux.

Nous exigeons un plan de promotion digne de ce nom, qui propose des perspectives de carrière et des règles de gestion réellement équitables qui offrent une vraie visibilité aux agents.

Nous continuons à demander une juste rémunération, un déroulement de carrière valorisant les compétences, une pleine reconnaissance des missions, des espaces d'expression sur le travail et son organisation.